



Association pour le contrat mondial de
l'eau
ACME-Maroc


Mobilisations pour l'eau au Maroc



L'affaire « Bensmim »:



Lutte d'un village contre la
spoliation du droit à l'eau

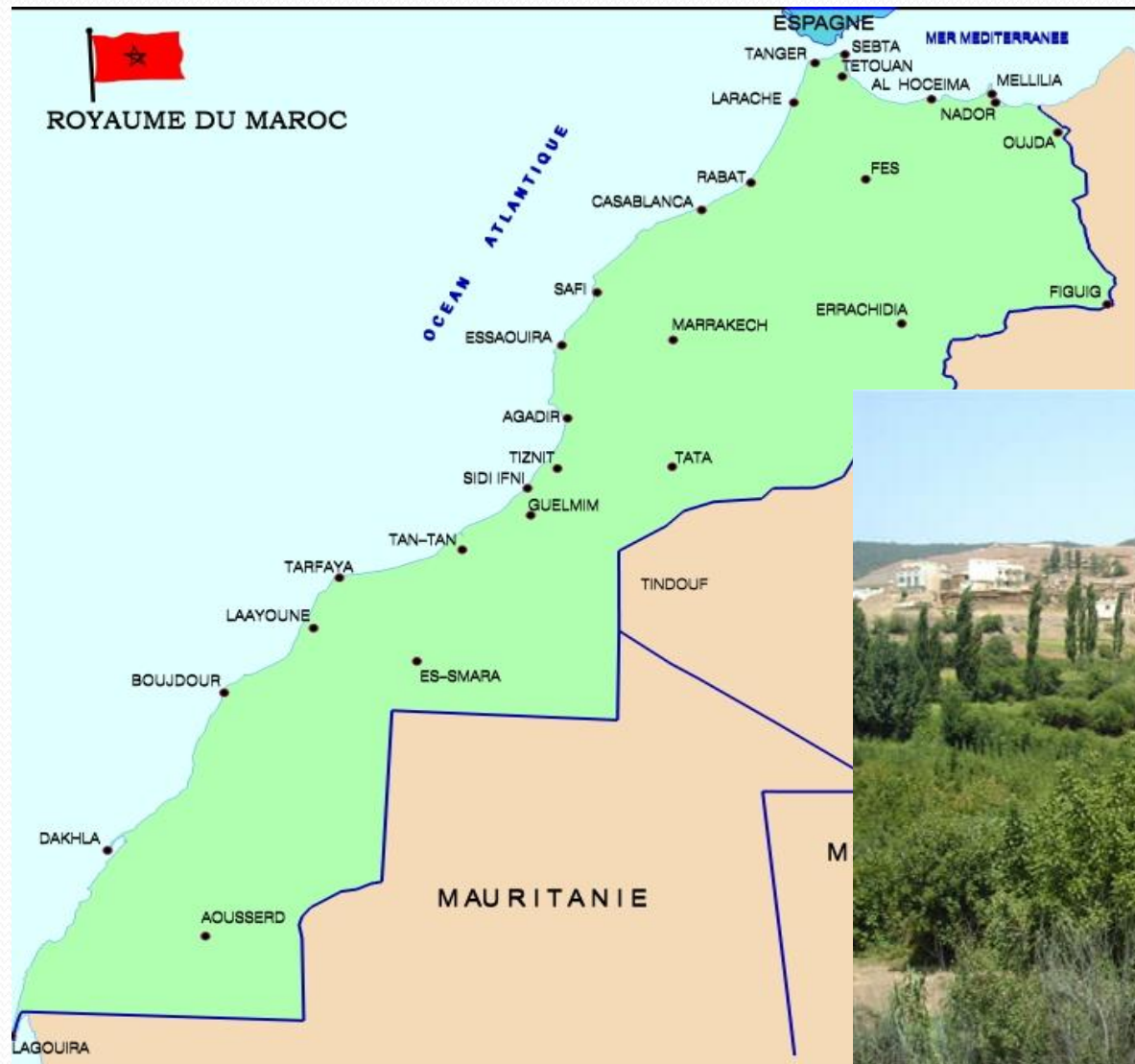


La bataille contre la privatisation des eaux de source continue au Maroc et particulièrement à Ben smim, petit village du Moyen Atlas où l'agriculture et l'élevage représentent la majorité des revenus de subsistance pour la population.

Historique

Ben Smim, belle région du Moyen Atlas, à 10 Kilomètres d'Ifrane , 70 Kilomètres de Fès, 3500 habitants, vivants exclusivement d'agriculture vivrière et de l'élevage de quelques 5000 têtes de bétail. Ces habitants sont menacés par la spoliation de leur seule et unique source et ressource de vie.

Ben S'mim est situé à 200 kilomètres de Rabat et 70 kilomètres de Fès.



Source de Ben Smim Objet de la Spoliation





Débit de la source en
mois de mars (après la
fonte des neiges)

L'eau se fait rare et les habitants voient de mauvais œil ce projet considéré, comme une dangereuse opération de privatisation. Et malgré les promesses faites par le promoteur de créer quelque 200 postes d'emploi, la réalisation de deux forages pour l'irrigation et des projets socio-éducatifs, la population de Ben Smim reste hostile et refuse en bloc le processus de privatisation /spoliation de l'eau de leur source.





Historique

En 1999, la société Euro-africaine des eaux, implantée en France, a choisi cette localité pour son projet de mise en bouteille des eaux de la source du village. En 2001, son directeur Général, signe un contrat pour 30 ans avec l'état qui possède 60% de la source, le reste appartenant à la collectivité locale et religieuse du village (la zaouia de Ben Smim).

Historique

depuis que le Promoteur a obtenu en 2001 toutes les autorisations pour construire dans le village une usine de mise en bouteille de l'eau de la source. Projet perçu dans le village comme une dangereuse opération de privatisation; les habitants de Ben smim ne cessent de protester.

A chaque fois que l'investisseur tente de lancer les travaux de construction de l'usine, ils obligent les pelleteuses à garder leur moteur à froid.



Historique

Septembre 2007, et sous la protection d'un important dispositif de gendarmerie, les travaux du chantier de construction de l'unité de production sont lancés. La population se mobilise et marche sur la source, une 1^{ère} pétition fut lancée. L'entrepreneur contre attaque et signe un protocole d'accord avec huit représentants du village

L'usine de mise en bouteille en cours de construction en aval de la source



zide.maktoobblog.com

Les réticences s'intensifient, le village est encerclé par les forces de l'ordre, les 2 routes d'accès sont fermées avec interdiction de sortir sous peine d'arrestation. L'électricité est coupée tous les soirs en pleine période de ramadan pour empêcher les gens de se réunir, et les manifestations ont été durement réprimées par les forces de l'ordre.

L'état de siège imposé aux habitants a entraîné des cas de fausses couches dues à l'impossibilité d'accéder à l'hôpital, des blessés, dont une personne âgée qui a été sérieusement molestée. Aussi, il y a eu sept arrestations, dont My Ali Tahiri, le doyen et homme respecté du village, soupçonné d'être parmi les auteurs de troubles. La forte mobilisation des habitants a entraîné la suspension des travaux du chantier.



Les protestations prennent de l'ampleur / 20 Janvier 2008

Phi:Lamodene.M



Les protestations prennent de l'ampleur



Les protestations prennent de l'ampleur




Les villageois scandent: Non au « développement de la mise en bouteille » !!

Les protestations prennent de l'ampleur / 20 Janvier 2008



Les enfants conscients du danger de l'accaparement de leur eau ...




Un appel de soutien est lancé par ACME/Maroc aux militants associatifs et des droits de l'homme pour assister et encadrer les habitants. La mobilisation de la société civile nationale et internationale s'organise autour d'ACME-Maroc. Et sur initiative du président d'ACME/Maroc:

- Une caravane-manifestation de soutien à la population a été organisée en collaboration avec 25 associations nationales et régionales. De nombreux avocats des barreaux de Meknès, Fès et Khémisset, ainsi que des membres du bureau politique du Parti Socialiste Unifié ont participé à cette caravane.

- Multiplication des visites notamment celle du représentant de la Wallonie-Bruxelles au Maroc
- De multiples communiqués
- Assistance juridique aux habitants poursuivis devant la justice
- Conférence de presse au siège de l'AMDH





Une déclaration commune entre ACME/Maroc, ATTAC-Maroc, Instance National de protection des biens publics et l'AMDH est rendue publique le 4 Octobre 2007, Le parti socialise unifié apporte son soutien à la population.

Un collectif de dix avocats est constitué pour venir en aide aux villageois poursuivis.

Depuis lors, la mobilisation ne faiblit pas et a dépassé les frontières du Maroc.

Participation des ONG



Participation des ONG



zide.maktoobblog.com

Participation des ONG




le jeudi 22 juillet 2010 a eu lieu le lancement officiel de la vente de l'eau de « Ain Ifrane », nom commercial de l'eau de source de Ben smim.

Sur les 200 emplois promis aux habitants du village, l'usine n'emploie que 20 personnes pour une production de 8 000 bouteilles/heure ! L'exploitation et la commercialisation de l'eau de la source a commencé alors que 7 des habitants du village sont toujours poursuivis en justice et se présenteront pour la 24ème fois devant la cours d'appel le 25 novembre 2010 pour avoir manifester pacifiquement et exprimer leur refus à ce projet qui menace leur source d'eau, principale richesse dont ils disposent (agriculture, élevage, tourisme intérieur, ...).

**L'eau est la seule source de vie des
villageois**

**Elle est à la base de toutes leurs
activités économiques vivrières**





Les six personnes poursuivies, ont été condamnées par le tribunal de 1^{ère} instance, après 26 renvois, à des peines de trois mois de prison avec sursis et une amende de 70.000 DH (près de 7.000 euros). Somme colossale pour une population qui vit à la marge de tout développement.



Malgré tout cela, la source sera cédée fin Juin 2010 à un consortium de fait composé des Brasseries du Maroc et du groupe français Castel et l'eau sera vendue sous un nom mensonger, celui de Ain Ifrane.

Les cas de spoliation ne se limitent pas seulement à Ben Smim. D'autres holdings marocains et étrangers se partagent ce juteux gâteau : les sources de Sidi Ali, Oulmés, Ain Atlas (groupe Holmarcom, famille Bensaleh), Sidi Harazem, Ain Saiss (groupe ONA à travers la marque Danone, famille royale), Ain Soltan (groupe Yanna Holding, famille Chaâbi) et dernièrement l'eau de la ville de Chaouan vendu à Water Mineral Chefchaouen.

Pub de l'eau de **Bensmim** avec le nom/trompe-l'œil **Ain Ifran**

Source de nature au quotidien






La population de Ben S'mim continue de revendiquer:

- 1/ L'arrêt définitif du projet de mise en bouteille des eaux de leur source.
- 2/ L'adoption d'une politique réelle de développement de la région pour la sortir de la marginalisation et de la pauvreté absolue dans lesquelles elle est plongée depuis l'indépendance du pays.

Gestion déléguée :

Privatisation Et résistances





Mobilisation de la société civile; autour d'ACME, avec l'AMDH, ATTAC-MAROC, l'Instance de protection des biens publics et d'autres, en rapport avec l'augmentation des prix de l'eau, parallèlement à l'introduction de la TVA sur l'eau à partir de 2006 ainsi que contre la Gestion déléguée dont on commence à sentir un peu partout qu'elle a été une réelle arnaque

Cette mobilisation va être progressivement prise en charge par la sphère politique, notamment avec la publication de l'audit public réalisé en 2007 à la Lydec



ACME-Maroc relève les remarques essentielles suivantes:

- - la Lydec devait réaliser pour une période de 20 ans, un investissement global de 30 milliards de Dhs. Or, seulement 16 milliards sont annoncés sur le contrat révisé.
- - A l'annonce du contrat, la Lydec avait convenu qu'elle prendrait en charge le personnel de la RAD, y compris leur retraite, alors que sur le contrat révisé les retraites sont à la charge de l'état

Les Effets des Pluies sur Casa

(photo prise le 29 Novembre 2010)



Les inondations à Rabat, “sous Veolia” (photo prise le 9/11/2010)



Lydec: Symbole de l'échec de la Gestion déléguée



Mobilisation dans le cadre du printemps arabe...version Maroc



Le mouvement du 20 Février au Maroc est un mouvement pacifique de contestations populaires, sociales et politiques, qui remet en cause le fonctionnement du régime et qui milite pour la dignité, la démocratie et la justice sociale.





C'est un mouvement pour le changement démocratique au Maroc qui milite pour:

- La réforme des institutions
- La fin des privilèges et de l'économie de rente
- La fin du makhzen et de l'absolutisme qui va avec
- La fin de la corruption
- La fin de la Gestion déléguée des services publics, principalement dans les services de base dont ceux de la distribution de l'eau; de l'électricité et l'assainissement.....

Ainsi la question de l'eau est prise en charge par ce mouvement ...

La question de l'eau au cœur des manifestations du mouvement 20 février



L'accès à l'eau a été inscrit dans la nouvelle constitution adoptée au Maroc en juillet 2011. Constitution qui reste, malgré tout, largement en deçà des demandes de réforme du mouvement du 20 février.....



ACME-Maroc vous remercie de votre attention

